

Rapport de l'Evaluation Multisectorielle Rapide des Besoins

Ituri_Djugu_Walendu Pitsi

Groupement ZABU

Localités (Plusieurs)

Date de l'évaluation : 19 au 21 Janvier 2019

Date du rapport : 04/02/2019

Pour plus d'information, contactez : Rosine Alice Sylvie OUATTARA /cp.djugu@coop.i.org

1 Aperçu de la situation



1.1 Description de la crise :

Nature de la crise :	☒ Conflit ☒ Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle		☐ Catastrophe naturelle ☐ Crises électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	15 janvier 2019	Date de confirmation de l'alerte :	16/10/2018
Code EH-tools			
Si conflit :			
Description du conflit	C'est le conflit intercommunautaire entre les habitants du groupement Bubba (Lendu) et Ndo Okebo en territoire de Djugu qui a causé des déplacements massifs des populations du groupement Ngakpa et Uketha dans divers villages du même territoire mais aussi dans le territoire de Mahagi en province de l'Ituri.		

En effet, suite à la mort au cachot de la PNC de Bubba¹ d'un jeune homme de 23 ans originaire de la localité de Dhebu² (groupement Buba) en date du 15 janvier 2019, un groupe des jeunes de ladite localité en colère se sont pris aux agents de la Police Nationale Congolaise basé à Buba Centre. Pour cause, les policiers ayant été soupçonnés au meurtre du jeune homme.

N'ayant pas trouvé le commandant de la police de Bubba, les manifestants ont saccagé le poste de la PNC de Bubba avant de s'insurger contre les habitants de la localité d'Aboro dont est originaire le commandant incriminé.

Dans leurs colères, 2 personnes seraient tuées et un enfant blessé, environs 1658 maisons incendiées ainsi que les biens ménagers pillés.

Cette situation a occasionné un important mouvement de population de plusieurs localités : Aboro, Chothum, Ngakpa et Uketa vers le groupement Zabu (dont Kpandroma et environ) ainsi que Buba, mais aussi dans certaines localités en territoire de Mahagi.

Pour instaurer l'ordre public, les militaires des FARDC ainsi que les éléments de la PNC venus de Kpandroma ont été déployé sur le lieu d'incident, le 15 et 16 janvier 2019, en commettant quelques exactions contre les civils (pillages des biens) selon les sources rencontrées.

Actuellement, le calme relatif qui se vit dans la zone de crise occasionne une nouvelle fois un retour timide de la population. Toutefois, leurs conditions de vie restent précaires.

En fin, selon des sources locales (les chefs des groupements Ngakpa et Uketa) rencontrées, c'est pour la cinquième fois qu'ils sont victimes d'incendies et destructions méchantes de la part de leurs voisins Lendu.

- Les deux premiers cas ont été enregistrés entre le mois d'Avril et Novembre 2001,
- Le troisième cas s'est observé au mois de juillet 2005,

La cause de ces trois premiers conflits était fonciers ;

- Le dernier cas du 15 janvier 2019 dont le contexte est repris ci haut.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement

Collectivités	Groupement	Zones	Nombre Villages	Pop avant Crise		Déplacés		Retournés	
				Personne	Ménage	Pers	Mén	Pers	Mén
Walendu Pitsi	Zabu	Kpandroma	21	21848	4370	9040	1375	ND	ND
				18500	3700	1698	283	ND	ND
			Total	21	40348	8070	10738	1658	ND

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
Janvier 2019	1658	- Groupements Ngakpa et Uketha	Conflit intercommunautaire suite au meurtre d'un habitant de la localité Zabou au commissariat de la police de Bubba.

Sources : l'identification des agents COOPI et Intersos, Secrétaire de la collectivité des Walendu Pitsi, l'Infirmier titulaire (IT) du centre de santé (CS) de Kpandroma, les directeurs des écoles primaires (EP) de la zone, le

1.1 _____

représentant de la société civile ainsi que les ménages déplacés.		
Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Des sources concordantes ont fait mentions de tueries des personnes, des incendies des infrastructures publiques ainsi que de plusieurs cases du village de la zone. Selon les observations directes et témoignages des populations lors des groupes de discussions, les ménages de la zone ont perdu la quasi-totalité de leurs moyens de substances de base suite aux affrontements lors du conflit.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : environs 10 Km En temps parcouru (1) heure de marche.	
Lieu d'hébergement	☒ Communautés d'accueil ☐ Centres collectifs	☐ Camps formels ☒ Autres, à préciser : Maisons cédées gratuitement, les salles de classe de l'école primaire
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	La majorité des Idps effectuent de mouvement pendulaire entre leur lieu de refuge et leur zone de provenance pour s'approvisionner en vivre. En plus, des mouvements retour de certains ménages s'observent également dans quels que villages comme Vina. Ils commencent déjà à réhabiliter leur maison. Par contre la méfiance de la cohabitation pacifique entre les communautés antagonistes reste importante. A la date de la présente évaluation, environs 90% de la population de ces groupements seraient encore en déplacement.	
A		
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Aucune	

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Février – Avril 2018	Les activités du projet santé de MEDAIR et Projet Multisectoriel (Santé, Nutrition et Protection) de COOPI	Zone de santé de Linga et Rethy	MEDAIR et COOPI	Toute la population
Sources d'information		Les autorités administratives locales, sanitaires et les représentants de la société civile.		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Entretiens semi structurés, Focus group, observations directes, visites écoles, visites lieux publics et centre de santé.

Techniques de collecte utilisées	Les techniques suivantes ont été utilisées pour la collecte de données : → Entretiens avec les informateurs clés ; → Réalisation de focus groupes divers avec les représentants des différentes couches de la communauté ; → Les revues documentaires, → Visite des lieux de regroupements des idps
Composition de l'équipe	Equipe d'évaluation 1. Jonathan BITHUM 2. Jonathan SALISALI 3. Isaac MUBER LAKA 4. John AKONDE YANAKA

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins Protection : - Plusieurs exactions de représailles sur la communauté incriminée (groupement Buba) par les militaires FARDC	Assurer un monitoring protection dans la zone	Toute la population
Besoins sécurité alimentaire - Réduction des repas (de 3x par jour à une fois) - Faible disponibilité des Vivres au sein des ménages déplacés et certaines familles d'accueils ; - Manque d'activités génératrices de revenu pour les déplacés, - Perte des animaux d'élevage.	- Effectuer une évaluation approfondie des besoins dans la zone de déplacement et de retour mais particulièrement en intrant pour la relance de la saison agricole prochaine dans la zone de retour.	Les ménages déplacés et retournés.
Besoins Eau, hygiène et assainissement : Eau : - Couverture en eau potable acceptable dans la zone d'arrivée, Assainissement et hygiène : - Insuffisance quasi - totale des latrines dans le site de regroupement des Idps(écoles et églises), - Manque de latrines familiales hygiéniques dans la communauté/les familles d'accueil ;	Eau : - Effectuer une évaluation approfondie des besoins en eau dans la zone de retour. Assainissement et hygiène : - Effectuer une évaluation approfondie des besoins dans la zone de déplacement et de retour.	Toute la population de la zone d'intervention
Besoins Education : - Environ 70% des enfants en âge scolaires sont en dehors du système scolaire - Infrastructures scolaires détruites et/ou abandonnés dans la zone de provenance - Pas des fournitures scolaires et matériels didactiques et mobiliers scolaires en milieux scolaires - Difficultés de payer les frais scolaires pour	- Effectuer une évaluation approfondie des besoins éducatifs dans la zone de déplacement et de retour	Enfants en âge scolaire (6 à 11 ans) dans la zone de retour

les enfants déplacés,		
Besoins abri et AME : - Les familles déplacées vivent majoritairement en famille d'accueil, - D'autres familles déplacées se sont regroupées dans les écoles Les ménages déplacés se préoccupent plus de la recherche de la nourriture qu'à l'accès aux AME	- Distribuer les AME aux déplacés et retournés, et les bâches aux déplacés du regroupement de l'école	Ménages Retournés et Surtout déplacées et familles d'accueil
Besoins Santé La zone est couverte par le projet implémenté par COOPI dans la Zone, où les déplacés se sont en majorité réfugiés, la prise en charge médicale est garantie.	- Aucune	Les habitants de l'aire de.....
Besoins logistiques (transport et stockage) : - L'axe Sanduku – Kpandruma nécessite une réhabilitation	- Réhabilité la route de dessertes agricoles qui va de Sanduku – Kpandruma	

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Des risques d'instrumentalisation de l'aide au niveau de la communauté n'ont pas été identifiés. Néanmoins, en cas d'assistance, il est important de faire une bonne analyse de risque avant d'intervenir et/ou intervenir simultanément sur les deux communautés pour garantir la neutralité de l'aide humanitaire mais aussi pour ne pas engendrer des tensions et/ou d'autres raisons de conflit entre les deux communautés (Ndo Okebo et Lendu).
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Aucun risque d'accentuation de conflit n'a été soulevé par la communauté enquêtée (Ndo Okebo). Toutefois, étant donné que c'est un conflit intercommunautaire qui s'est déjà observé dans les années antérieures, l'analyse DNH doit être fortement poussée avant toute intervention.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Il n'existe aucun risque de distorsion dans l'offre et la demande des services à cause de l'aide. En cas d'assistance, les marchés de Kpandruma et d'Amé peuvent contenir les éventuelles demandes en AME et vivres des nécessiteux.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	La zone évaluée est située à 165 km au Nord-Est de la ville de Bunia et la voie principale d'accès à la zone est la route nationale n°27. Toutefois, l'axe routier allant de Sanduku à Kpandroma est relativement difficile à pratiquer moyennant tout type de véhicule (voiture, Jeep et camion) à cause de l'état avancé de la dégradation routière. Il en est de même à l'intérieur des localités évaluées, l'accessibilité est relativement difficile à cause du mauvais état des sentiers.
---------------------	--

--	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La zone est sécurisée par les éléments des FARDC et de la PNC. Aucune présence des contingents de la Monusco n'y a été observée. Toutefois, il est important de bien respecter les principes humanitaires vu les sensibilités de la zone.
Communication téléphonique	Le réseau de télécommunication Vodacom couvre totalement la zone. Par ailleurs celui d'Airtel est partiel.
Stations de radio	Il existe deux stations de radio dans la zone. La radio TANGAZENI KRISTU et TAMDAM de Monts Bleus émettant de Rethy et Kpandroma en fréquences modulées (FM).

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?		☐ Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.		
Incidents de protection rapportés dans la zone				
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
- Tuerie de civile, - Pillage des biens de la population, - Arrestation arbitraire, - Incendies des cases	Groupement Buba, Ngakpa et Uketha	- Personnes non identifiées - Militaires FARDC et PNC	Plusieurs	Plusieurs incidents de protection ont été enregistrés pendant la crise dans le groupement Buba, Ngakpa et Uketha. La population du groupement Ngakpa et Uketha vit dans une peur permanente et a peur de retour à cause de la tension qui existe entre eux et leurs voisins de la communauté Lendu.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté		La méfiance reste importante entre les deux communautés évaluées (Ndo Okebo et Lendu). Selon les observations, les deux communautés (Lendu et Ndo Okebo) ne se côtoient pas mutuellement après la dernière crise. Cependant, les populations des villages du groupement Bubba et Ndo Okebo fréquentent sans difficulté le marché de Kpandroma.		
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.		☐ Oui, si oui, précisez _____ ☒ Non Aucune structure formée dans les domaines de gestion des incidents dans la zone n'a été signalée en dehors de la société civile, les autorités locales ainsi que certains leaders locaux.		
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base		L'insécurité a fortement affecté les services de bases dans les villages de la localité de provenances et même une partie de la zone évaluée. Les services sociaux de base restent jusqu'à ces jours en souffrance		

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle _Ituri_ Djugu_ Zabu_ 19 – 21/01/2019

	étant donné les destructions connues. Des boutiques ont été incendiées, les champs dévastés pendant la crise. Les centres de santé et écoles abandonnées et certains détruits, cette situation fait que la survie des populations déplacées et retournées soit précaire.			
Présence des engins explosifs	☐ Oui, si oui, précisez _____ ☒ Non, aucune présence d'engins explosifs n'a été signalée			
Perception des humanitaires dans la zone	Les populations déplacées sont rassurées de la présence des acteurs humanitaires dans la zone. Leurs présences engendrent un apaisement dans la zone.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Santé	Medair et COOPI	Zone de Santé de Linga et Rethy	Femmes enceintes =2603 Enfants – 5 ans = 817	
Gaps et recommandations		Gaps : - Insuffisance de respect de droit de l'homme par les militaires FARDC - Absence de structure de protection d'enfants et de référencement de cas de protection - Faible communication sur les cas de protection, Recommandations : - Organiser de séance de sensibilisation sur le respect de la personne humaine aux militaires FARDC - Renforcer la présence des structures de protection et de référencement dans la zone, - Assurer la veille en matière de protection.		

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non	
Classification de la zone selon le IPC	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3	☒ X4 ☐ 5
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Des cas de malnutrition n'ont pas été observés dans tous les villages des groupements évalués. La zone est en plein saison de récolte de haricot et maïs, la majorité des PDI effectuent de mouvement pendulaire entre leur lieu de refuge et leur zone de provenance pour s'approvisionner en vivre. La communauté affectée par cette crise dénonce le pillage du petit bétail et de la volaille par les hommes armes non identifiés les jours après l'incident. Les travaux préparatoires pour la saison prochaine devraient commencer mais perturbés par la situation de crise actuelle. Les ménages organisent difficilement un seul repas par jour. Ce repas est constitué essentiellement des pattes de manioc accompagnées généralement des légumes verts (feuilles des maniocs) sans huile.	
Production agricole, élevage et pêche	La crise récente a limité l'accès des ménages aux champs. Cette situation a favorisé la rareté des denrées alimentaires ainsi que la hausse légère de prix sur les marchés locaux. Une moyenne d'environ 1% d'augmentation des prix des	

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle _Ituri_ Djugu_ Zabu_ 19 – 21/01/2019

	denrées alimentaires a été observée sur les marchés depuis l'arrivée de la population.			
	D'une manière générale, les produits d'élevage ont été abandonnés et pillés pendant le déplacement.			
Situation des vivres dans les marchés	un marché est fonctionnel dans la zone : kpandroma. il fonctionne chaque Jeudi et vendredi. Les habitants des villages environnants s'y rendent pour s'approvisionner en vivres et autres produits de première nécessité. Il est à noter que la crise n'a pas eu un impact négatif sur certaines denrées alimentaires tel que le haricot, la pomme de terres, le soja, le petit pois, le maïs, l'oignon, l'ail ainsi que la cossette de manioc.			
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les stratégies suivantes ont été développées par la communauté évaluée : - consommer les aliments à moindre valeur nutritive ; - Diminuer la quantité et le nombre de repas par jour ; - Consommer de plus en plus des aliments moins préférés et moins couteux ; - Affectations du maximum de la capacité financière pour les besoins alimentaires au détriment de la scolarisation des enfants.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
- Aucune	-	-	-	
Gaps et recommandations	Gaps : - Insuffisance de Vivres. Les personnes déplacées mangent une fois par jour, - Pas accès aux protéines animales, - Pas d'intrants agricoles (surtout semence) pour les familles déplacées. Recommandations : - Effectuer une évaluation approfondie des besoins dans la zone de déplacement et de retour mais particulièrement en intrant pour la relance de la saison agricole prochaine dans la zone de retour.			

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒ Oui : très partiel Non
Impact de la crise sur l'abri	Les Idps ont perdu leurs abris et une bonne partie de leurs articles ménagers essentiels à la suite des incendies des villages. Le manque d'abris ressort comme le principal obstacle au retour. Certaines PDI commence déjà à rentrer et s'investissent déjà dans les travaux de réhabilitation de leur abri car les superstructures de la plupart d'abris incendiés sont encore récupérables. Au lieu d'accueil, environs 150 ménages IDPs occupent les salles de classe notamment à l'école maternelle Vina/shun à Rethy et EP Ane dans la localité d'Aboro et utilisent les équipements de l'école (pupitre, ...) et infrastructures (toilettes). Leur présence dans les enceintes des écoles perturbe le bon fonctionnement des activités scolaires. La majorité par contre vit en famille d'accueil.

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle _Ituri_ Djugu_ Zabu_ 19 – 21/01/2019

Type de logement	☒ Centre collectif (école, église, etc.) ☐ Camp formel	☒ Famille d'accueil ☐ Maison louée ☒ Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____		
Accès aux articles ménagers essentiels	Le déplacement étant soudain, les populations déplacées n'ont pas pu amener avec elles les articles ménagers essentiels. Elles manquent les ustensiles de cuisine, les récipients de stockage d'eau, les literies ainsi que les couvertures. Ces personnes n'ont pas accès aux AMEs par manque de moyens financiers.			
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les ménages déplacés qui vivent en familles d'accueil parviennent à partager les mêmes articles ménagers avec la famille hôte. Ceux qui habitent les sites spontanés, les maisons empruntées gratuitement présentent une plus grande vulnérabilité et se contact des vieux AME abandonnés.			
Situation des AME dans les marchés	Les articles ménagers essentiels sont disponibles sur le marché de Kpanduma et Ame ou s'observe une bonne capacité en AME sur le marché.			
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance au niveau des ménages est faisable dans tout l'axe. Aucun conflit n'a été signalé au sein de la communauté. Pour la réussite de l'assistance dans la zone, il est essentiel d'impliquer les différentes couches de la communauté dans la prise de décisions mais aussi faire une bonne analyse de risque par rapport à la communauté doigte d'être agresseur.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune			-	Une assistance en AME a été apportée en faveur des personnes
Gaps et recommandations	Les gaps : - Le manque des articles ménagers essentiels dans les ménages (ustensiles de cuisine, récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et ou bassines); des literies,... ; - Faible accès à des abris qui répondent aux normes locales (les familles déplacées). Les recommandations : - Organiser une distribution des AME en faveur des déplacés et/ou retournés de la zone ; - Organiser des foires aux AME en faveur de population déplacés et retournés - Distribuer des bâches pour la construction des abris d'urgence.			

6.4 Moyens de subsistance .

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non
Moyens de subsistance	La principale source de revenu de cette population est l'agriculture, l'élevage des petits bétails et un peu de pêche dans le lac Albert. Actuellement l'insécurité qui persiste encore dans le milieu de provenance et dans les champs des déplacés est la cause de perte des moyens de subsistance. La survie de la majorité des populations déplacées dépend des mouvements

	pendulaires qu'ils effectuent dans leurs zones de provenance pour la recherche des vivres qu'ils ont abandonnés dans leurs champs après les pillages de vivres signalés dans la zone par les personnes non autrement identifiées mais aussi des travaux journaliers agricoles et non agricoles chez les opérateurs économiques. Les plus vulnérables se contactent des dons des familles d'accueils ou des proches. L'élevage des petits bétails ne se pratique presque pas étant donné que les cheptels ont été décimés par le conflit.			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	La majorité des personnes déplacées effectuent des mouvements pendulaires dans leurs localités de provenance dans le but de rechercher des vivres.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune			-	Aucun acteur étatique et/ou humanitaire n'a apporté d'assistance en vivres aux ménages déplacés
Gaps et recommandations	Gaps - Perte de moyens de subsistances par les populations déplacées pendant la crise ; - L'insécurité dans les zones de provenance et les champs sont à la base du manque de revenu pour accéder aux marchés, - Insuffisance d'activités génératrices de revenu pour les déplacés, Recommandation : - Effectuer une évaluation approfondie des besoins dans la zone de déplacement et de retour mais particulièrement en intrant pour la relance de la saison agricole prochaine dans la zone.			

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Bien qu'aucune analyse du marché n'ait été faite, toutefois lors des focus groups organisés il est ressorti que les produits agricoles existent sur le marché de Kpandroma. Des produits agricoles comme les haricots, de maïs, de poissons et des légumes verts sont visibles sur les marchés. Les commerçants opérants dans les centres commerciaux de la zone dont Amé et Kpandroma peuvent absorber des grosses demandes de cash s'ils sont sollicités comme parties prenantes dans la livraison de l'aide aux personnes en besoins.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Pas d'institution de Micro finance (IMF) dans la zone. Le recourt aux institutions de microfinance de Bunia (Mecreco, TMB, FBN Bank...) est l'unique voie pour palier à l'offres en cas de besoin.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non
Risque épidémiologique	La plupart des PDI venus des groupements Uketha et d'Aboro se sont installés dans les familles d'accueils à Kpandroma, Rethy et Uketa et d'autres par contre sont dans les salles de classe de l'EP ENA dans la localité de Karombo et dans une école maternelle de Vena Shun localité de Vena.

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle _Ituri_ Djugu_ Zabu_ 19 – 21/01/2019

	Ces derniers utilisent les infrastructures d'eau et d'assainissement de la communauté autochtone. Il est à noter surtout le côté assainissement qui pose des problèmes pour le fait que le nombre des portes de toilettes sont utilisées par les élèves et les déplacés est insuffisant.		
Accès à l'eau après la crise	Globalement, le lieu d'accueil des Idps dispose des sources potables. Bien que toutes les sources aménagées dans cette région datent depuis 2007 et 2008 par les acteurs humanitaires. Il est important toutefois, de réaliser une évaluation multisectorielle approfondie dans la zone.		
Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
NB : Dans les autres villages, des émergences aménageables ont été identifiées. Cependant, les évaluations approfondies ne sont pas encore faites.			
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : 10% de ménages		Défécation à l'air libre : ☒ Oui ☐ Non La défécation à l'aire libre est observée autour des écoles qui ont accueilli des ménages Idps.
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	☐ Oui ☒ Non		
Pratiques d'hygiène	Estimatif du % de ménages avec des dispositifs de lavage de mains : 0 % Type de produit utilisé : moins de 10% de ménages utilisent du savon pour les lavages des mains avant de manger.		
Réponses données			
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires
Aucune	Aucune	-	-
	Commentaires : Pas de réponse en eau hygiène et assainissement depuis le retour de la population dans la zone.		
Gaps et recommandations	Gap : - Insuffisance et/ou inexistence des latrines dans les lieux publics d'accueil ; - Absence de trous à ordures et systèmes de stockage d'eau de pluie dans les structures publiques : Ecoles - Pas de dispositifs de lavage des mains dans toutes les écoles; - Faible pratique des règles élémentaires de l'hygiène par la population. Recommandation : - Réaliser une évaluation approfondie en EHA dans la zone		

6.7 Santé et nutrition

Le secteur de la santé est couvert par l'ONGI MEDAIR et COOPI dans la zone de santé de Linga et Rethy. Les soins sont gratuits aux ménages déplacés. La prise en charge de cas de la malnutrition est assurée par COOPI dans 7 UNTA de la ZS de Linga et 5 UNTA de la ZS de Rethy dont fait partie (Aboro).

Gap observé : RAS

Recommandations

Effectuer une évaluation approfondie des besoins sanitaires dans la zone de déplacement et de retour en santé.

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ Non						
Impact de la crise sur l'éducation	☐ Ecoles détruites , occupées ou pillées zone de départ, combien : 1 ☐ Ecoles détruites, occupées ou pillées zone d'arrivée, combien 2					Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? ☒ Oui, Non	
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Catégorie	Total		Filles	Garçons		
	Population autochtone	ND		ND	ND		
	Déplacés	ND		ND	ND		
	Retournés	ND		ND	ND		
Services d'Education dans la zone							
Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Nombre d'élèves déplacés
EP Ane	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Capacité d'absorption	Les Idps occupent les salles de classe notamment à l'école maternelle Vina/shun à Rethy et EP Ane dans la localité de Aboro et utilisent abusivement les équipements (pupitre, ...) et infrastructures (toilettes), leur présence dans les enceintes des écoles perturbe le bon fonctionnement des activités scolaires						
Réponses données							
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention		Nbre/Type des bénéficiaires		Commentaires	
Aucune	Aucune	Aucune		ND			
Gaps et recommandations	Gaps : - Ecole incendiée dans la zone de provenance, - La majorité d'enfants déplacés ont abandonné l'école. Recommandations - Effectuer une évaluation approfondie des besoins éducatifs dans la zone de déplacement et de retour						

7 Annexes

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle _Ituri_ Djugu_ Zabu_ 19 – 21/01/2019

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

Contacts des directeurs

Noms et post nom	Fonction et nom de l'école	contact
Wathum Djacirican Renée	Directeur de l'EP Vina	0810 525 903
Uvoya	Directeur de l'EP Kpada / Institut Aboro	Pas de téléphone

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

Jonathan BITHUM contact : 0994 375 351

Jonathan SALISALI contact : 0821 853 196

Isaac MUBER LAKA Contact : 0821 795 816

William / INTERSOS Contact : 0821 048 620

Rosine Alice Sylvie OUATTARA contact : 0970 172 233